

PREFECTURE DE LA SAVOIE

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
de la société
POUDRES HERMILLON
pour son établissement de Hermillon**

Le préfet de la Savoie,
chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement, ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment ses articles L.515-15 et L.514-1 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1999 réglementant les activités de l'usine POUDRES HERMILLON, sise sur la commune de Hermillon ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 septembre 2009 ;
- Constatant le non-respect, par l'exploitant, de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2003 susvisé, relatives à la prévention des pollutions ;

Sur proposition de monsieur le sous préfet, secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

ARRETE

ARTICLE 1

La société Poudres Hermillon est mise en demeure de respecter, au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté, les dispositions figurant dans l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1999 susvisé, suivantes :

- **article 4.6 et annexe 3 :** les prélèvements d'eau dans le milieu naturel seront limitées à 440 m³/j et 18 m³/h. Dans la mesure où une telle disposition s'avère techniquement ou économiquement impossible, l'exploitant adressera, dans le même délai une étude d'impact faisant état des conséquences sur l'environnement d'un prélèvement supérieur.
- **article 3.6 et annexe 2 :** l'exploitant procédera à une analyse de ses rejets atmosphériques intégrant l'ensemble des métaux figurant dans l'arrêté préfectoral déjà cité. Il transmettra à l'inspection les résultats, dès que disponibles.
- **appareils contenant des PCB :** l'exploitant procédera à l'élimination de l'appareil contenant plus de 500 mg/kg de PCB. Il transmettra à l'inspection des installations classées les éléments attestant de ladite élimination dans une filière autorisée.

- **article 4.7.2 et annexe 4** :l'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires au respect de la valeur limite de 20 mg/l en hydrocarbures dans ses rejets d'eaux résiduelles, telles que prévues à l'article 4.7.2 de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 2

Si aux échéances fixées à l'article 1^{er}, la société Poudres Hermillon n'a pas satisfait à ses obligations, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues par ce même code.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION - AMPLIATION - EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à monsieur le maire de Hermillon.

Le préfet - 8 OCT. 2009

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Jean-Marc PICAND